



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Après Sainte Soline, soutien aux inculpés

Vendredi 8 septembre, à la suite de la manifestation de mars à Sainte Soline, 9 responsables associatifs et syndicaux passeront en procès à Niort : Bassines Non Merci, CGT 79, Solidaires 79, Confédération Paysanne... Les accusations vont «d'organisation de manifestation interdite» à «vol de canalisations» en passant par «groupement en vue de commettre des violences contre les personnes et des dégradations contre les biens».

Alors même que le Convoi de l'eau vient de s'achever sans la moindre ouverture du pouvoir, le lancement du chantier d'une nouvelle bassine est une provocation de plus.

Ce procès s'inscrit dans une offensive tous azimuts, en particulier judiciaire, pour étouffer les mouvements sociaux. Plusieurs dizaines d'organisations, dont ENSEMBLE!, soutiennent les inculpés. Exigeons l'arrêt des poursuites et l'abandon des projets de méga-bassines.

Rassemblement

de soutien le 8 septembre à partir de
10 h 30 place de la Brèche à Niort.



Reprendre la rue le samedi 23 septembre

Face à un pouvoir de plus en plus autoritaire, il est temps de reprendre la rue pour affirmer nos droits les plus élémentaires de s'assembler et de manifester.

Après le meurtre de Nahel par un policier, à Nanterre, le 27 juin et la colère légitime des jeunes des quartiers qui s'en est suivie – durant laquelle les violences policières se sont littéralement déchaînées – il est primordial de dénoncer ces violences et le racisme systémique qui règne plus généralement au sein des forces de « l'ordre » et en forme le soubassement.

La doctrine d'un « maintien de l'ordre » frontal, qui ne laisse place à aucune désescalade et l'usage d'armes de guerre comme à Mayotte, à Sainte-Soline ou encore à Marseille, dans les derniers jours du mois de juin, qui tuent et estropient, sont à juste titre dénoncées par plusieurs instances internationales.



Ces pratiques sont dignes d'une république bananière. Elles démontrent à quel point ce pouvoir rétrograde n'entend pas renoncer à tous ses objectifs de destruction des acquis sociaux (en particulier notre système de retraite et d'assurance chômage), de remise en cause de nos libertés publiques et à imposer à la société une surveillance généralisée qui va de pair avec la privatisation à l'œuvre dans de très nombreux secteurs. Loin d'essayer d'apaiser les choses, ce pouvoir en rajoute dans la provocation avec la directive de Darmanin visant à expulser de leur logement les familles des jeunes condamnés à la suite des émeutes ; une forme de punition collective et une double peine innommables!

Avec une centaine de collectifs citoyens, d'associations, de syndicats et d'organisations politiques, « **Nous appelons à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.** »

dossier situation internationale

Impérialisme français et coups d'État en Afrique

Après la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, un coup d'État au Gabon a renversé Ali Bongo, et mis fin à la dynastie Bongo. Depuis quelques mois une avalanche de putschs frappe l'Afrique francophone et renverse des gouvernements soutenus par la France. Au-delà cependant des intérêts de l'impérialisme français à l'œuvre dans tous ces pays (avec, entre autres, Total au Gabon, Orano au Niger), des manœuvres des autres impérialismes et de la présence militaire de l'ancienne puissance coloniale, la différence saute aux yeux. Ce dernier coup d'État – une révolution de palais destinée à prévenir une insurrection populaire ? – accueilli aux cris de « liberté », abat une dictature et met fin, selon le jugement d'un protagoniste, à « un long coma démocratique ».



Ce qui n'est pas le cas des putschs qui se sont développés dans l'Afrique sahélienne où les motifs évoqués, notamment, au Burkina et au Niger, mais aussi au Mali (le 1er coup d'État en 2020), ont mis en avant, outre la mauvaise gestion du pays, la question sécuritaire. En effet, ces États font face depuis le début des années 2000 à l'implantation, aux raids et exactions des groupes jihadistes qui se superposent de plus à un irrédentisme touareg. S'y ajoutent les inégalités et une pauvreté généralisée à laquelle aucune solution n'est recherchée par des régimes plus soucieux des intérêts d'une étroite couche sociale liée aux impérialismes. La guerre civile qui mine ces États est donc un élément de déstabilisation déterminant pour comprendre l'éclosion de ces coups d'État militaires. Dans le cas du Mali et du Burkina il semble assez clair en outre que le groupe Wagner, déjà fortement implanté en République Centre Africaine, ne soit pas pour rien dans ces putschs. Ce qui renvoie au rôle des différents impérialismes dans la déstabilisation de l'Afrique : russe, on l'a vu ; américain, attentif à remplir le vide que laisserait un retrait français ; chinois, auteur d'un patient grignotage par le biais de la dette ; et français dont il importe de souligner le rôle crucial dans les pays affectés par cette série de coups d'État.

La France, ex-puissance coloniale n'a cessé de s'ingérer dans les affaires intérieures de ses ex-colonies en soutenant des régimes dictatoriaux (Tchad) ou pour le moins autoritaires (Gabon, Cameroun) et en diligentant plusieurs dizaines d'interventions militaires dans ce qu'elle considère comme son pré carré. Les opérations contre les jihadistes – Serval, puis Barkhane – malgré des résultats indéniables, se sont d'ailleurs retournées contre elle, car faute de solution politique, sa présence militaire a fini par être considérée comme étant le fait d'une armée d'occupation. D'où le retournement contre elle de la colère populaire. Dans le cas du Niger – relative exception car le Président Bazoum a été élu, même s'il y a eu contestation, au terme d'élections régulières – la présence du lobby nucléaire (l'exploitation de l'uranium par Orano ex-Areva), n'est probablement pas étrangère à la stupide intransigeance de Macron. Contrairement à l'attitude adoptée au Mali et au Burkina, elle n'a fait qu'aggraver les tensions au point de risquer d'aller à l'affrontement – sous couvert de la CEDEAO ? - avec tout un peuple susceptible de se mobiliser pour une alternative démocratique !

Bas les pattes en Afrique !

Poutine et ses amis français

Il est des petits événements qui sont éclairants de grandes réalités opaques.

Ainsi le crash d'un petit avion civil. C'est un petit événement qui, n'arrivant fort heureusement que rarement, ne prête pas à commentaire. Mais lorsque ce crash résulte d'un missile tiré par l'armée ou d'une bombe placée dans la soute, cela mérite attention. Et du fait que cet avion transportait Evgueni Prigogine, ainsi que l'autre patron de la milice Wagner et quelques sbires de cet acabit, cela devient très éclairant... de ce qu'est le système politique russe ! Car, sauf à penser que le missile est parti inopinément ou que l'explosion soit due au hasard, et qu'aucun ordre de Poutine n'est à l'origine de ce fait, difficile de ne pas croire ceux qui, de longue date, expliquent que Poutine est un autocrate aux méthodes mafieuses ; un autocrate qui règle le compte de ses opposants à coups d'assassinats, en général par le poison ou d'une balle dans la tête plutôt que par un missile ou l'emploi d'une bombe (moyen moins discret, mais plus convaincant auprès de qui songerait à se rebeller).

Et c'est cet homme qui mène la guerre en Ukraine ! Un homme dont Sarkozy nous explique que, le connaissant bien, il peut affirmer qu'il s'agit de quelqu'un de rationnel. Sans doute ! Mais une rationalité au service de quels

objectifs ? Nicolas Sarkozy, ancien ministre de l'intérieur et ancien Président de la République française, se veut lui aussi rationnel lorsqu'il argumente qu'il faut comprendre Poutine... pour arriver à un accord avec lui !

Quant à Luc Ferry, ancien ministre de l'éducation, affirmant, « Sur l'Ukraine, Nicolas Sarkozy a largement raison » (in Le Figaro, le 28 août 2023) il en rajoute, car fort de sa culture, il soutient ex cathedra que « tant par son histoire, sa géographie et sa diversité culturelle explosive, l'Ukraine n'a vocation à entrer ni dans l'OTAN ni dans l'UE » (sic). Pourquoi ? pour conserver sa vocation de « pont entre la Russie et l'Europe occidentale ». Fermez le ban ! Et d'apprendre aux ignorants que nous sommes qu'au Donbass c'était « une guerre civile » et que la Crimée est « à 85 % peuplée de Russes ». Pour conclure que « l'UE est devenue bêtement atlantiste », car « cette guerre plombe l'Europe alors qu'elle bénéficie aux États-Unis », et aussi... à Poutine (sic).

Cette argumentation nous en apprend beaucoup. Non pas sur le Donbass, la Crimée et l'Ukraine, mais sur le fait que Poutine ne manque pas d'amis comme Nicolas Sarkozy ou Luc Ferry au sein de la classe dirigeante française, au moins dans certains secteurs.

Solidarité avec le peuple syrien !

Après 12 années de répression sauvage, une révolution noyée dans le sang, un pays en ruines, il fallait admettre que le peuple syrien n'avait plus les ressources pour résister et se révolter face au régime de Bachar al-Assad. Ne restait plus qu'à s'arc-bouter pour refuser la normalisation du régime, maintenir que ce régime n'a pas droit à l'impunité. Exiger que soit desserré l'étau autour de la région d'Idlib et la libération des prisonniers politiques. Mais comment ne pas voir que la réintégration de la Syrie par la Ligue arabe annonçait la relativisation des crimes du pouvoir, premier pas vers l'excuse puis la justification... Car ainsi va le real politik.

Et voici le surgissement imprévisible de la révolte populaire. A nouveau le peuple descend dans la rue, manifeste, proteste.

Cela depuis deux semaines, dans le gouvernorat de Soueïda, région frontalière de la Jordanie, majoritairement peuplée de Druzes, avec des premières répliques à Deraa et Deir-ez-Zor, voire ponctuellement dans un quartier d'Alep et dans une banlieue de Damas.

Manifestations contre les hausses des prix, en particulier du carburant, contre les pénuries et une misère généralisée. Alors que règne une corruption elle aussi généralisée : où est passée l'aide internationale suite au tremblement de terre ? Pour le profit de qui la production et l'exportation massive de drogue ? D'où la rapide politisation du mouvement, et la résurgence des mots d'ordre hostiles à Bachar al-Assad, les appels à la chute du régime...

Certes on ne saurait espérer un simple retour de la révolution qui a été vaincue par le régime, grâce à son monstrueux appareil répressif et le soutien de l'Iran et de la Russie de Poutine. Mais avec courage le peuple reprend la parole. Il condamne ce régime qui a maintenu son pouvoir au prix de l'écrasement de la population et de la destruction du pays.

Certes rien n'est joué compte tenu de tout ce dont le peuple syrien a été victime et de l'état de l'économie. Mais il semble que le pouvoir hésite à recourir aux moyens répressifs qui lui sont naturels, et sa politique dépend de ce que décideront les forces iraniennes et russes qui ont la mainmise sur le pays.

L'évolution de la situation doit être observée avec attention. La solidarité avec le peuple syrien doit être maintenue et renforcée.



Pacte dans l'Éducation Nationale : Boycott en vue !

Le candidat Macron avait promis aux personnels de l'Éducation Nationale une revalorisation de 10%. Une fois réélu, le Président de la « start up nation » et son gouvernement appliquent les vieilles recettes néolibérales : 91 € en plus de salaire, des primes d'attractivité pour les personnels plus jeunes et « le pacte » pour toutes et tous car « pour gagner plus, il faut travailler plus ».

Concrètement 1, 2, voire 3 « missions » payées chacune par une prime de 1250€ par an sont proposées aux personnels volontaires : remplacement de courte durée de leurs collègues – objet essentiel du pacte, aide aux devoirs des élèves ainsi que diverses tâches de coordination, de projet. Le nombre d'heures annuelles à effectuer est fixé dans la « mission » ; les personnels sont mobilisables au gré des besoins identifiés par les directions d'établissement à tout moment de la journée et de l'année scolaire. Des moyens sont retirés aux établissements scolaires car effectués dans le cadre des « missions ».

Du bien-être des élèves à l'École, de leurs conditions d'étude, des conditions de travail pour les enseignants, des projets pédagogiques, de la lutte contre l'échec scolaire il n'en est nullement question dans ce pacte qui, loin de résoudre les absences de courte durée des personnels, individualise en réalité leurs carrières.

Car ce pacte est aussi l'occasion d'avancer dans le projet néo libéral de « libéralisation » de l'École réclamée à cors et à cris par la Cour des Comptes : Les 2 catégories de personnel créées, les « Pactés » et les autres, cassent les collectifs de travail. Le statut des personnels fonctionnaires est une nouvelle fois ébréché puisque le salaire dépend en partie d'une contractualisation des missions. Un pouvoir très important est donné aux hiérarchies (direction d'École, chefs d'établissement du 2nd degré) dans l'attribution et l'organisation de ces « missions ». Enfin pour les usager·es, le service public d'Éducation recule puisque les tâches prises en charge dans les pactes locaux ne seront pas assurées partout sur le territoire.

Les organisations syndicales des personnels, unies, continuent d'exiger une véritable augmentation des rémunérations sous forme de salaires et non de primes et rejettent toutes ce pacte inacceptable. Courant juin, les personnels sur leurs lieux de travail ont massivement fait connaître leur refus du pacte : déclaration individuelles et collectives de refus, motions déposées dans les conseils d'administration et les conseils d'École, tracts à destination des parents.

La bataille de l'opinion est engagée pour faire reculer le pouvoir. Cela peut être l'occasion pour les personnels et les usagers de se réunir et d'avancer ensemble vers la construction d'un service public d'Éducation plus conforme aux attentes et aux besoins du plus grand nombre.

«Cachez sous cette abaya les vrais problèmes que je ne saurais voir»

Les difficultés du service public d'Éducation sont connues : postes non pourvus en nombre suffisant aux concours d'enseignement, classes surchargées, postes supprimés, revalorisation insuffisante des salaires des personnels, ennui des élèves face à des programmes trop lourds, opacité scandaleuse de parcours sup dans les procédures d'orientation post bac des élèves, reproduction des inégalités sociales.

Mais de cette rentrée du nouveau ministre de l'Éducation, un seul élément émerge, l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires. Cette annonce islamophobe monte en épingle un phénomène qui ne touche que 1,5% des établissements et se résout le plus souvent par la discussion. Détournant des réels problèmes de l'Éducation, elle stigmatise encore plus des élèves de confession musulmane, en particulier les filles, donne des gages à la droite dure de Ciotti et à la fachosphère et offre ainsi un nouvel espace aux forces néo-fascistes !



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

